



ACCORD-CADRE DE SERVICES

Acte d'engagement (AE) Valant Cahier de Clauses Particulières (CCP)

Objet de l'accord-cadre

Recrutement d'un prestataire pour la réalisation de parcours ludiques scénarisés via une application numérique.

Pouvoir adjudicateur

Comité Départemental du Tourisme du Jura, dénommé « Jura Tourisme »
Adresse : 17 rue Rouget de Lisle – BP 80950 – 39009 LONS LE SAUNIER Cedex

Procédure de passation

Procédure adaptée – Articles L.2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à 2123-7 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

1. Contractant	3
2. Objet de l'accord-cadre et modalités d'exécution	4
2.1 Objet	4
2.1 - Décomposition en tranches et/ou en lots	4
2.2 Forme de l'accord-cadre - bons de commande	4
2.3 Conditions de passation des bons de commande	4
3. Durée de l'accord-cadre, reconduction et délais	4
3.1 Durée de l'accord-cadre et reconduction	4
3.2 Délais	4
4. Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
5. Prix	5
5.1 Forme des prix et montant de l'offre	5
5.2 Contenu des prix	5
6. Règlement des comptes	5
6.1 Modalités de règlement du prix	5
6.2 Délais de règlement	6
7. Modalités d'exécution de l'accord-cadre	6
7.1 Constatations de l'exécution des prestations	6
7.2 Modification de l'accord-cadre	6
8. Constatation de l'exécution des prestations	6
8.1 Opérations de vérification	6
8.2 Décision	6
9. Pénalités	6
10. Garanties	6
11. Assurances	7
12. Différends et litiges	7
13. Résiliation du marché	7
13.1 Résiliation pour faute	7
13.2 Résiliation pour motif d'intérêt général	7
14. Clauses techniques	7
15. Dérogations aux documents généraux	7
16. Signature du candidat	7
17. Acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur	7

1. Contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article «pièces contractuelles» qui font référence au CCAG-Fournitures courantes et services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

- Je M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.
- J'AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution de l'accord-cadre a lieu dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

☐ Le signataire :

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

☐ engage la société sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

☐ Le mandataire (1) :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

☐ non solidaire du groupement conjoint

s'engage pour l'ensemble des prestataires groupés désignés dans l'annexe ci-jointe (2) à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

(1) Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement.

(2) Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint.

(3) Dans le cas d'un groupement, indiquer les coordonnées du mandataire.

Nom commercial et dénomination sociale du candidat (3) :

.....

Adresse de l'établissement :

.....

.....

Adresse du siège social (si différente de l'établissement) :

.....

.....

Adresse électronique :

Téléphone :

Télécopie :

SIRET :

APE :

Numéro de TVA intracommunautaire :

ATTENTION : l'adresse électronique renseignée ci-dessus sera utilisée pour l'envoi de correspondances inhérentes à la procédure de passation de l'accord cadre.

Organisme bancaire :

MERCI DE JOINDRE UN RIB

2. Objet de l'accord-cadre et modalités d'exécution

2.1 Objet

Le présent accord-cadre a pour objet le recrutement d'un prestataire pour la réalisation de d'un ensemble de parcours ludiques scénarisés via une application numérique.

2.1 - Décomposition en tranches et/ou en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

2.2 Forme de l'accord-cadre - bons de commande

L'accord-cadre est un **accord-cadre à bons de commande** fixés en valeur **avec une valeur maximum de 80 000 €**. Il sera conclu avec un seul opérateur économique.

La commande sera notifiée par le pouvoir adjudicateur par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

2.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- La nature, la description et les quantités des prestations à réaliser ;
- Le montant du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations
- l'adresse de facturation

Les bons de commande seront adressés, par e-mail ou par voie électronique ; ce système de dématérialisation sera mis gratuitement à la disposition du Pouvoir Adjudicateur. Le titulaire devra accuser réception du courriel. A défaut, la date retenue sera celle de l'envoi du courriel.

3. Durée de l'accord-cadre, reconduction et délais

3.1 Durée de l'accord-cadre et reconduction

L'accord-cadre sera valable pour l'année 2021 en cours, **à compter de la notification de l'accord-cadre, et ce jusqu'au 31 mars 2022.**

Il n'y a pas de tacite reconduction de prévue.

3.2 Délais

Les prestations attendues devront être livrées **au plus tard le 31/03/2022,**

Pour les commandes non connues à ce jour, le délai sera indiqué sur chaque bon de commande.

4. Pièces constitutives de l'accord-cadre

En complément de l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- **L'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives (AE CCP) et ses annexes éventuelles signé par les 2 parties (Jura Tourisme et le candidat sélectionné)**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 et publié au JORF n°066 du 19 mars 2009.**

5. Prix

5.1 Forme des prix et montant de l'offre

Le prestataire est rémunéré par le pouvoir adjudicateur par **application des prix unitaires tels que fixés dans le bordereau de prix aux quantités de prestations commandées par le pouvoir adjudicateur.**

5.2 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande (prix du bordereau des prix ou prix figurant au catalogue du fournisseur).

6. Règlement des comptes

6.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées : le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision d'admission dans les conditions de l'article 11.8 du CCAG FCS.

Le règlement du prix ne donnera donc pas lieu à des règlements partiels définitifs.

Les demandes de paiement devront s'effectuer à l'adresse suivante :

Comité Départemental du Tourisme du Jura

17 Rue Rouget de Lisle – BP 80950

39009 LONS LE SAUNIER

aurelie.verjus@jura-tourism.com

6.2 Délais de règlement

Les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à **30 jours**.

7. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

7.1 Constations de l'exécution des prestations

Les prestations de service seront réalisées dans les conditions suivantes :

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée sur chaque bon de commande.

7.2 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'avenants dans les cas listés aux articles L. 2194-1 et L. 2194.2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la Commande Publique.

8. Constatation de l'exécution des prestations

8.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications, il sera fait application de l'article 23.2 du CCAG FCS

8.2 Décision

La décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG FCS.

9. Pénalités

Jura Tourisme pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$V \times N$$

$$P = \frac{V \times N}{1000}$$

P = montant des pénalités

V= valeur de la commande

N= nombre de jours de retard

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 euros HT sur l'ensemble de l'accord-cadre.

10. Garanties

Il sera fait application de l'article 28 du CCAG FCS.

11. Assurances

Le prestataire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

12. Différends et litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal compétent est celui de Besançon.

13. Résiliation du marché

13.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 32 et 36 du CCAG FCS avec les précisions suivantes : le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation

13.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises.

14. Clauses techniques

Se référer au cahier des charges techniques.

15. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- A l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives du marché*
- A l'article 14.1 du CCAG FCS par l'article *Pénalités*

16. Signature du candidat

Il est rappelé au candidat que la signature de l'Acte d'Engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Fait en un seul original

Signature(s) du titulaire, ou, en cas de groupement d'entreprises, du mandataire habilité ou de chaque membre du groupement :

.....

17. Acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le pouvoir adjudicateur